



Ambassadeurs
de la
Jeunesse

La crise socio-politique et sécuritaire dans les régions du Nord-Ouest et Sud-Ouest du Cameroun

Par Anatole Brice Minkoa Nnomo,

Chargé de mission sur le Cameroun auprès de la Délégation Afrique des Ambassadeurs de la Jeunesse

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de
l'auteur.

© Tous droits réservés, Paris, Ambassadeurs de la Jeunesse, 2019.

Comment citer cette publication :

Anatole Brice Minkoa Nnomo,

« La crise socio-politique et sécuritaire dans les régions du Nord-Ouest et
Sud-Ouest du Cameroun », Ambassadeurs de la Jeunesse,
08 février 2019.

Ambassadeurs de la Jeunesse

31 Rue de Poissy 75005 Paris

E-mail : contact@ambassadeurs-jeunesse.org

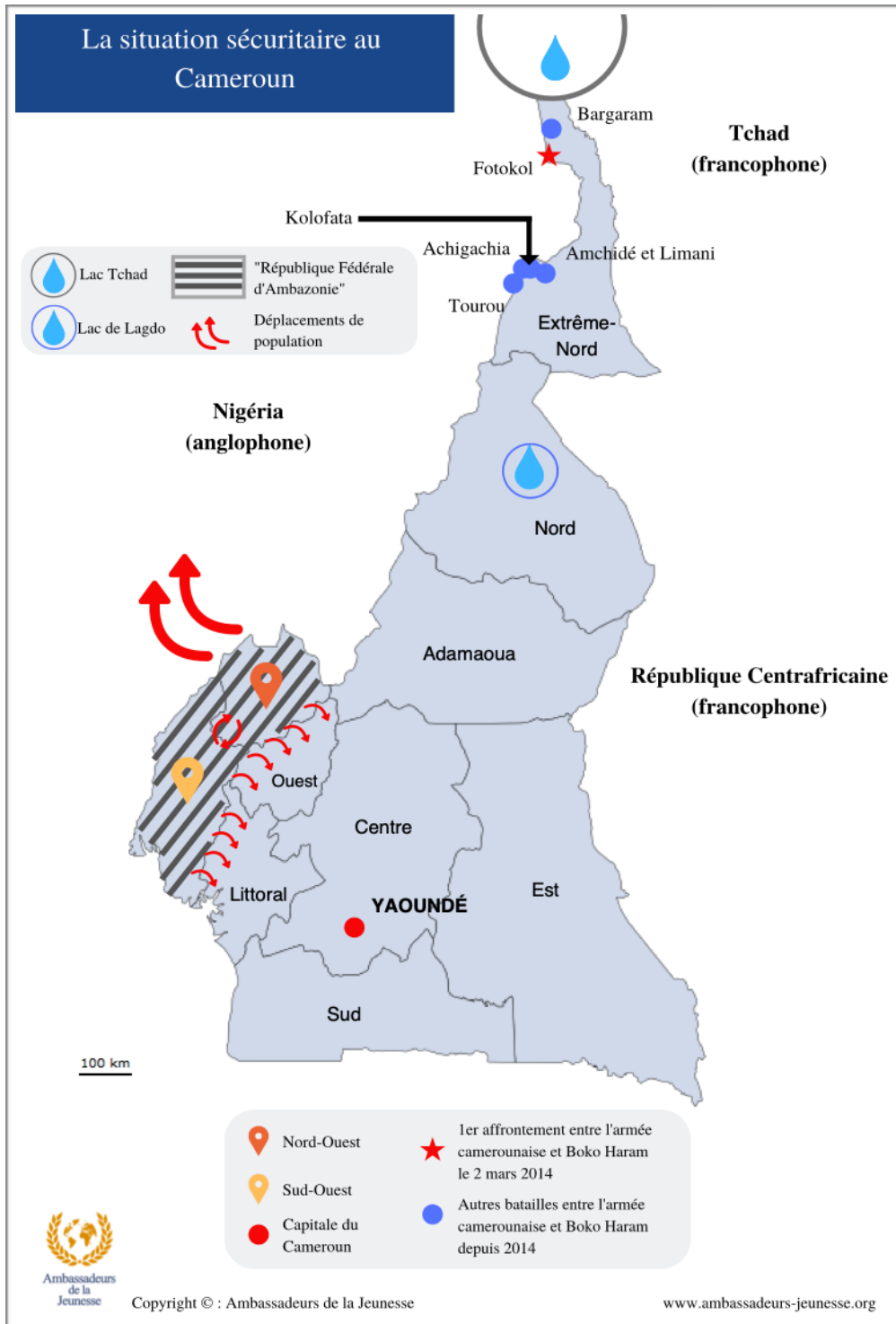
Site internet : www.ambassadeurs-jeunesse.org



Le Cameroun s'est lancé depuis quelques années dans une guerre contre les armées irrégulières. Des groupes armés de la Séléka et des anti-balaka, contrôlés pour les premiers par l'Union des Forces Démocratiques pour le Rassemblement (UFDR) - sous le commandement de Michel Djotodia - et les seconds par les ex-membres des comités de vigilance - profitant de l'insécurité en République Centrafricaine - se sont infiltrés à l'Est du pays puis au sein du groupe terroriste Boko Haram. Les groupes anti-balaka avaient apporté leur soutien à l'ancien chef d'État François Bozizé déchu par la Séléka.

La prise d'otage du prêtre français Georges Vandenbeusch en novembre 2013, quelques mois après celle du couple français Moulin-Fournier, marque le début de la guerre contre Boko Haram. En 2016, les ressortissants des régions anglophones du pays ont fait savoir leur mécontentement au gouvernement central sur leurs conditions marginales. Initialement, il ne s'agissait « *que* » d'une crise socio-politique jusqu'à ce qu'un an plus tard, en 2017, cette crise mue en véritable conflit armé. S'auto-proclamant comme un État appelé l' « Ambazonie », les partisans du sécessionnisme sont entrés en conflit ouvert avec le gouvernement de Yaoundé.

Dans le cas concernant le mouvement séparatiste ou sécessionniste, la réponse militaire peut-elle permettre de rétablir l'unité par la force ? La nation n'étant pas et ne se voulant pas figée, sa construction ne s'impose-t-elle pas dans ce cas ? En supplément à la construction nationale, le dialogue entre les deux parties n'est-il pas urgent ?





Commentaire¹ de carte

La dégradation de la situation sécuritaire au Cameroun est due à plusieurs facteurs distincts mais connexes, dont les conflits frontaliers relatifs au lac Tchad qui ont entraîné de nombreuses tensions entre les différents pays attenants au lac tels que le Tchad, le Cameroun, le Nigéria et le Niger. Le lac Tchad présente en effet, pour ces quatre pays, un « enjeu géopolitique majeur »² car il sert de ressource principale en eaux pour ces pays limitrophes malgré sa diminution en surface d'année en année. À la vue de la diminution des eaux du lac, ces quatre pays ont décidé en 1964 de créer la Commission du Bassin du lac Tchad (CBLT) pour transférer des eaux de l'Oubangui vers le lac³. Cependant cette aspiration reste suspendue car le lac est au cœur d'une grande zone d'instabilité géopolitique marquée, notamment, par la lutte opposant l'armée camerounaise à Boko Haram, affilié à Daech.

Durant l'année 2014, Boko Haram infiltra le territoire du Cameroun pour réaliser des démonstrations de force. Le premier affrontement entre Boko Haram et l'armée camerounaise date du 2 mars 2014 et se tint à Fotokol (voir carte). Le Cameroun décida donc de déployer des soldats au niveau du lac Tchad pour protéger le territoire de l'invasion de Boko Haram. Par la suite, d'autres combats eurent lieu entre les forces de Boko Haram et l'armée camerounaise à Bargaram, Kolofata, Achigachia et Tourou (voir carte). On peut voir que ces affrontements eurent lieu à l'Extrême-Nord du Cameroun, bien loin de la capitale Yaoundé. L'armée camerounaise a su pendant ces affrontements repousser les forces de Boko Haram. Cette situation à l'Extrême-Nord du pays a de nombreuses répercussions économiques qui peuvent être illustrées par le « cas des convois de camions transportant des centaines de sacs de vivres arrachés par les milices de la secte de Boko Haram »⁴. La situation du pays est critique, les populations se déplaçant pour fuir les conflits entre l'armée camerounaise et les forces de Boko Haram.

Depuis 2016 cependant, le conflit entre Boko Haram et l'armée camerounaise a diminué en intensité du fait de la crise dans les régions anglophones du Cameroun. Avec cette crise il a pu être considéré que « le conflit avec les terroristes islamistes de Boko Haram sembl[ait] être passé

¹ Par Alexia Gavriloff, Chargée de mission près la Direction Générale des Ambassadeurs de la Jeunesse.

² Halirou Abdouraman, « Le conflit frontalier Cameroun-Nigeria dans le lac Tchad : les enjeux de l'île de Darak, disputée et partagée », Cultures & Conflits, p.3.

³ Roland Portier, « Enjeux environnementaux et géopolitiques au lac Tchad », Les Cafés Géo, 2016

⁴ Dominique Joseph, « Description de la situation sécuritaire actuelle dans la région du nord et de l'Extrême-Nord, Cameroun », p.1



au second plan. »⁵. Pourtant les luttes sont toujours présentes et font encore de nombreuses victimes.

La crise dans les régions anglophones du Cameroun (ou crise Nord-Ouest/Sud-Ouest) date de 2016 et fait suite à des contestations menées par les anglophones du Cameroun qui représentent « 20% des 23 millions d'habitants »⁶. Ils se « considèrent marginalisés voire discriminés et dénoncent un partage inéquitable de la richesse »⁷. En effet le français domine dans les écoles, dans les journaux ainsi qu'à la télévision. Les tensions ont débuté lorsque des juristes rejetèrent la suprématie du droit romain au détriment de la « *common law* » anglo-saxonne. Les leaders de la contestation demandèrent en majorité un retour au fédéralisme et, pour une minorité, l'indépendance et la proclamation d'un nouvel État, « l'Ambazonie »⁸.

Les deux régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest font face à une crise socio-politique depuis 2016, crise qui s'est transformée, à la fin de l'année 2017, en conflit armé. De nombreuses organisations - internationales et non gouvernementales - dénombrent plusieurs centaines de milliers de déplacés internes. Selon le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), plus de 30 000 camerounais sont réfugiés au Nigéria du fait des violences.

Dès décembre 2016, les manifestations qui éclatèrent dans les zones anglophones furent réprimées par la police.⁹ Les manifestations se poursuivent actuellement et sont de plus en plus réprimées par les forces de l'ordre, ceci entraînant la mort de plusieurs civils. Cette crise est alimentée « par le sentiment de marginalisation des anglophones par les francophones »¹⁰, un sentiment confirmé lorsqu'en janvier 2017 Internet a été coupé en zone anglophone. La population, face à cette crise, se déplace vers le Nigéria ou vers l'Ouest et le littoral du Cameroun (voir carte).

Face à cette crise, des groupes séparatistes anglophones veulent créer un nouvel État, l' « Ambazonie ». Ces groupes sont réfugiés au Nigéria anglophone et ont créé un gouvernement provisoire avec à sa tête Sisuku Ayuk Tabe Julius.

⁵ Mathieu Olivier, « Infographie – Cameroun : où en est la guerre contre Boko Haram ? », Jeune Afrique, 2018.

⁶ Voa Afrique, « Cinq choses à savoir sur la crise anglophone au Cameroun », 2018.

⁷ Id.

⁸ Id.

⁹ Voa Afrique, « Cinq choses à savoir sur la crise anglophone au Cameroun », 2018.

¹⁰ Patrick Fandio, « Cameroun : l'Ambazonie, la République fantasmée des séparatistes anglophones », France 24, 2017.



La réponse militaire ou l'unité par la force ?

Aux prémices de la crise sécuritaire, le Président Paul Biya avait entrepris certaines mesures tardives et jugées inefficaces. En outre, le gouvernement camerounais avait créé la Commission Nationale pour la Promotion du Bilinguisme et du Multiculturalisme (CNPBM) mais aussi un département de *common law* à l'École Nationale d'Administration et de Magistrature (ENAM). Le décret n°2017/013 du 23 janvier 2017 portant création de cette commission avait pour objectif de maintenir la paix et de consolider l'unité nationale. Cette Commission, malgré les bonnes intentions du gouvernement, n'a pas mis fin à cette crise.

L'ancien Premier Ministre et Sénateur Peter Mafany Musongue, ressortissant anglophone, chargé de piloter cette commission, a été considéré comme illégitime, *persona non grata* voire même comme un traître par ses « frères » anglophones. De plus, la libération des principaux meneurs de la contestation anglophone tels que Felix Agbor Nkongho ou Fontem Neba ainsi que d'autres prisonniers pour violence à la veille de la rentrée scolaire 2017-2018¹¹ s'avère être un geste salutaire du chef de l'État. Ce geste est intervenu alors que les cours avaient été suspendus dans les universités, collèges et écoles élémentaires dans certaines villes des régions anglophones. C'était alors une mesure d'apaisement socio-politique.

« Le décret intervient clairement pour éviter une seconde année quasi-blanche dans les régions anglophones, pense Hans De Marie Heungop, analyste à l'International Crisis Group (ci-après « ICG »). Le fait que les enfants n'aillent pas à l'école était un signe, aux yeux du monde, que la crise perdurait »¹².

Or, malgré le décret, certaines écoles sont restées fermées. Dans le camp des séparatistes rien n'a changé, ils vont semer la peur dans la zone.

« Envoyez votre enfant à l'école et vous recevrez en retour sa dépouille à votre domicile », pouvait-on lire sur les réseaux sociaux¹³.

À côté de quelques mesures jugées inefficaces pour mettre fin à la crise, Yaoundé a toujours mis l'accent sur la force militaire malgré les mises en

¹¹ Dans un communiqué de Ferdinand Ngoh Ngoh, secrétaire général de la présidence de la République du Cameroun en ces termes : « Paul Biya a ordonné ce jour l'arrêt des poursuites devant le tribunal militaire de Yaoundé, contre les nommés Nkongho Felix Agbor, Fontem Arforteka'a Neba... ».

¹² Mathieu Olivier, « Cameroun : comment Paul Biya de faire face à la crise anglophone ? », Jeune Afrique, 18 septembre 2017.

¹³ *Ibid.*



garde des ONG telles que International Crisis Group (ICG) et Amnesty International. En effet, selon ICG, du fait de la répression guerrière [par les forces de l'ordre], les rangs des sécessionnistes augmentent de jour en jour et certains d'entre eux évoquent l'idée d'une lutte armée ou « d'auto-défense »¹⁴.

Dans son discours de fin d'année, le 31 décembre 2018, le Président de la République Paul Biya a évoqué le Comité National de Désarmement, de Démobilisation et Réintégration (CNDDR) des ex-combattants de la secte islamiste Boko Haram et des groupes armés des régions anglophones¹⁵. C'est une main tendue du Président aux combattants désireux de répondre favorablement à la paix. Ce comité vise en effet à accueillir et désarmer les ex-combattants, leur apporter une assistance multidimensionnelle dans le cadre de leur préparation à un retour à la vie civile. Aussi, s'agira-t-il de prendre les dispositions nécessaires à la déradicalisation de ceux-ci et de mener des actions de sensibilisation.

Si certains combattants repentis de Boko Haram ont été accueillis dans plusieurs localités de l'Extrême-Nord du pays, les sécessionnistes ne semblent pas emboîter le pas. Au contraire, face à cette situation et au durcissement du ton du Président¹⁶, ceux-ci réagissent également de la manière la plus dure. Dans les rangs de l'opposition, on considère qu'il y a un manque d'objectivité dans les mesures prises par le Président - ce qui est illustré par le manque d'efficacité du CNDDR. Le leader du parti Mouvement pour la Renaissance du Cameroun (MRC), Maurice Kamto, s'est interrogé à ce propos : « On n'est point étonné qu'une telle approche parcellaire nous conduise à une impasse car comment comprendre la mise en œuvre du processus de désarmement, de démobilisation et de réinsertion sans le préalable de la négociation d'un cessez-le-feu ? »¹⁷.

L'histoire a prouvé que la voie de la politique répressive sur les mouvements séparatistes est un échec. Certes, la voie militaire peut, à court terme, permettre de résoudre le problème, mais ne saurait à aucun moment mettre fin aux dissidences séparatistes. Le gouvernement central devrait éviter de manier le bâton et la carotte et penser, plutôt, à mettre en œuvre des voies et moyens pour sortir de la crise.

¹⁴ International Crisis Group, « Cameroun : l'aggravation de la crise anglophone requiert des mesures fortes », 19 octobre 2017.

¹⁵ Paul Biya, Message du Chef de l'Etat à la nation à l'occasion de la fin d'année 2018 et du Nouvel An 2019, 31 décembre 2018.

¹⁶ *Ibid.*

¹⁷ RFI, « Discours à la nation : Biya n'a pas convaincu sur la crise anglophone au Cameroun », 1^{er} janvier 2019.



Les solutions pour une sortie de crise

Certains se limitent à dire que la crise qui sévit dans le Nord-Ouest et le Sud-ouest du pays prend ses racines en 2016, pourtant elle date de plusieurs décennies. En effet, à la suite de la Première Guerre mondiale, le Cameroun, - qui fut autrefois un protectorat allemand - fut administré par la France et la Grande Bretagne¹⁸, la France prenant les 4/5 du territoire et la Grande-Bretagne les 1/5. La partie francophone obtiendra son indépendance en 1960. Un an plus tard, une partie du Cameroun sous tutelle Britannique (Northern Cameroon) se rattachera au Nigeria et l'autre (Southern Cameroon) se rattachera à la partie francophone indépendante. Les deux parties (Southern Cameroon et la partie francophone) formeront une République Fédérale le 1^{er} Octobre 1961.

L'importance du « processus de réunification » comme l'indique Victor Julius Ngoh dans la préface de son ouvrage « *Les dessous de la réunification du Cameroun : 1955-1961* », se justifie par le fait que la plupart des problèmes qui ont miné la vie politique, économique et sociale de l'ancien Cameroun méridional, actuelles régions du Sud-Ouest et du Nord-Ouest, proviennent des répercussions relatives à la manière dont les négociations furent menées¹⁹.

Initialement, le président Ahidjo n'était pas pour une association avec le Southern Cameroon, c'est à contre cœur qu'il accepta cette réunification. Son choix était plutôt orienté vers le Northern Cameroon, qui va se rallier au Nigeria, du fait qu'il espérait obtenir un soutien musulman au cas où une menace venait à peser sur son fauteuil. En 1972, le président Ahmadou Ahidjo décida d'abandonner le fédéralisme - ceci aboutissant à la création de la République Unie du Cameroun. Les clauses des deux parties qui tablaient sur la République fédérale du Cameroun (Southern Cameroon et la partie indépendante francophone) ne seront pas respectées par le président Ahmadou Ahidjo. Parmi ces clauses, il y avait notamment le transfert du siège du gouvernement Fédéral à Douala - Buéa (actuel chef-lieu de la région du Sud-Ouest) et Yaoundé devenant alors capitales des deux États fédérés. Il était également question de la suppression du mot « indivisible » dans la Constitution. Ce fut là un coup de force du Président, d'où la marginalisation ressentie par les anglophones - ces derniers se sentant plutôt à l'aise dans le fédéralisme.

Dix ans après, l'actuel Président Paul Biya accéda au pouvoir et le centralisa. En 1983, la région anglophone fut divisée en deux (Nord-Ouest

¹⁸ Tiffany Ambre Etame, « La colonisation allemande au Cameroun », Pédagogie Lyceesaviodouala.

¹⁹ Victor Juluis Ngoh, « Les dessous de la réunification du Cameroun : 1955 à 1961 », Prestprint Limbe-Cameroon, 2011.



et Sud-Ouest). Cela se solda par la suppression d'une étoile au drapeau - celle-ci représentant la partie anglophone.

En 2016, les avocats et enseignants firent part au gouvernement de leurs revendications - la traduction en anglais, notamment, de l'OHADA (Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires) - et de leur mécontentement quant aux nominations de francophones dans les zones anglophones. De ce qui précède, il se dessine un constat : l'échec de la construction d'une nation camerounaise.

Le professeur Maurice Kamto, grande figure de l'opposition camerounaise, à la veille des élections présidentielles, pointait du doigt le gouvernement au sujet de sa responsabilité dans la crise actuelle et déclarait sur une radio locale : « la nation n'est pas un concept figé ».

Les mouvements séparatistes sont en général le fruit de la carence de la nation. « Au sens moderne du terme, la nation est l'unité politique créée par le choix politique de ses citoyens potentiels qui consentent à vivre ensemble selon des lois communes qui excluent l'ethnie, la culture »²⁰. Il est utile de constater que les mouvements « sécessionnistes sont provoqués par l'exclusion, la marginalisation, l'oppression politique et sociale [et] émergent de la vacance d'une union nationale consentie sur des valeurs juridiques, historiques, morales et communes »²¹.

Dans une telle situation, l'urgence de la construction de la nation camerounaise s'impose afin de sortir de la crise. Il faudra entamer un dialogue sincère, constructif et inclusif entre les deux parties. Yaoundé évite de recourir par le moyen du dialogue car les anglophones vont poser sur la table deux propositions : la sécession ou le fédéralisme. Et pourtant, au sein du gouvernement central, la forme de l'État n'est pas à négocier. La voie du dialogue reste le meilleur « remède » pour pallier le problème. Le tout militaire risque au contraire d'alimenter davantage les tensions.

Aujourd'hui encore les tensions ne cessent de croître. L'opposition au président Paul Biya dénonce le silence de la communauté internationale face aux différentes crises qui touchent le pays, au-delà de la crise dite « anglophone ». Récemment, en janvier 2019, des manifestants faisant partie de l'opposition ont envahi l'ambassade du Cameroun à Paris en vue de la saccager²². Le lundi 4 février 2019, des manifestations à Londres, aux États-Unis ainsi qu'en France - et plus précisément devant devant Radio France s'agissant de Paris - eurent lieu pour dénoncer le silence de la

²⁰ Alexis Dieth, « Comment résoudre le problème des séparatismes et des sécessions en Afrique ? », MédiaPart, 2012.

²¹ Id.

²² AFP, « L'ambassade du Cameroun à Paris saccagé par des manifestants », Jeune Afrique, 2019.



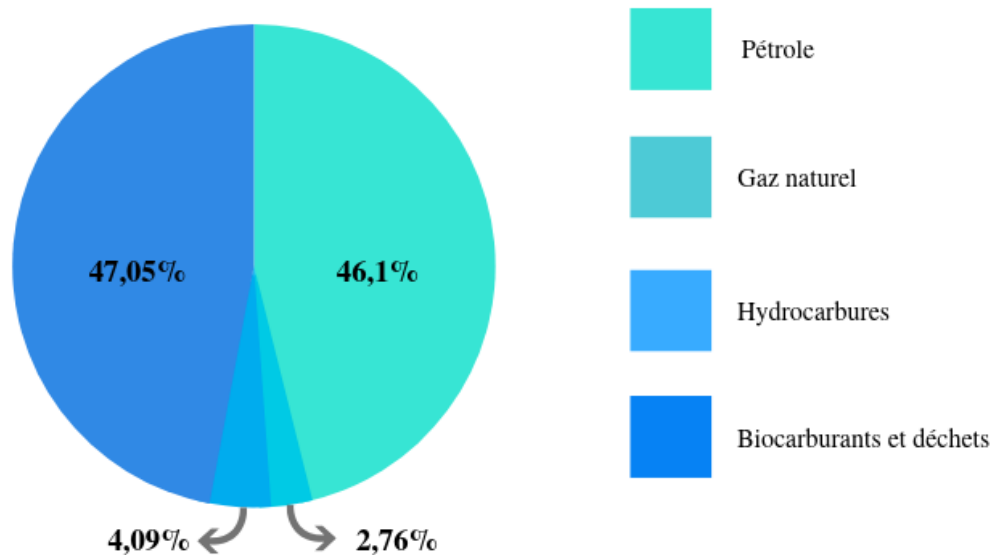
communauté internationale et des médias face aux crises politiques actuelles au Cameroun. Des crises qui ne faiblissent pas, alors même que le Cameroun semble être isolé, voire abandonné sur la scène internationale comme en atteste la récente déclaration des États-Unis qui ont fait savoir qu'ils supprimeraient les aides militaires au Cameroun²³. En réalité, il s'agit d'une annulation de programmes d'aide militaire du fait de l'accusation par les États-Unis de violations massives des droits de l'homme qui seraient commises par les forces de sécurité du Cameroun dans l'affrontement avec les groupes séparatistes anglophones, lesquels souhaitent toujours la création d'un État indépendant.

Si les réponses militaires et sécuritaires de manière globale ne suffisent plus - et peuvent s'avérer contre-productives -, il serait plus opportun de développer la voie du dialogue. Pour cela, il est nécessaire de débloquer la situation d'abord au niveau régional avec les principaux partenaires du Cameroun, puis au niveau international avec un soutien de la communauté internationale pour mener des négociations et trouver des issues à la crise qui gangrène le pays. Le Cameroun est un État qui, du moins sur le plan économique, entretient de bonnes relations avec ses voisins mais aussi avec l'Union européenne, la Chine et l'Inde.

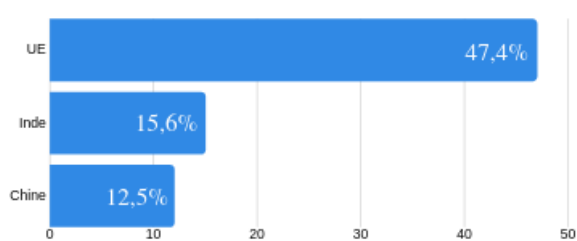
²³ BBC, « Les États-Unis suppriment des aides militaires au Cameroun », 2019.



L'activité économique camerounaise en chiffres



Principaux clients du Cameroun



Principaux fournisseurs du Cameroun

